



Analyse des programmes des candidats à l'élection présidentielle à l'aune des 15 propositions pour une France Solidaire



Nathalie Arthaud

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Nathalie Arthaud contient quelques engagements sur la justice fiscale, mais manque de mesure concrètes sur la souveraineté alimentaire, la justice climatique, ou encore les migrations. Dans son programme elle partage le constat de la nécessité de lutter contre les inégalités et promouvoir les droits en France comme dans les pays du Sud.

Solidarité internationale

Nathalie Arthaud insiste sur la place des grandes entreprises qui détiennent la grande majorité des richesses et définissent aujourd'hui les règles du jeu. Selon elle, la promotion des droits humains doit prendre le pas sur l'économie dans une logique d'expropriation et de mise en commun des moyens de production.

Nathalie Arthaud ne fait pas référence à la solidarité internationale et n'évoque pas sa vision en matière de politique de développement. Elle appelle plus drastiquement à un renversement du système mondial qui doit entièrement être refondé pour les travailleurs. Toute tentative de modification de ce système, "par le système", sera, selon la candidate, un échec. Si des constats sont partagés avec nos organisations, la vision en matière de solidarité internationale reste floue.

Source : Faire entendre le camp des travailleurs

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Nathalie Arthaud souhaite changer radicalement le système, en mettant un terme au capitalisme et en expropriant la grande bourgeoisie, ce qui rendrait sans doute difficile la fraude et l'évasion fiscales telles que nous les connaissons aujourd'hui. Les propositions concrètes concernant la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ne sont donc pas nombreuses mais l'importance que son programme accorde à la transparence, que ce soit celle des comptes des entreprises, ou la fin du secret bancaire ou des affaires vont dans le sens de nos propositions.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Nous partageons le constat de Nathalie Arthaud sur la situation fiscale injuste de la France, cependant elle ne propose pas de mesures concrètes. Sa position contre la TVA va dans le bon sens mais est vide dans la mesure où cette transition fiscale semble peu réaliste en l'espace de 5 ans. Elle propose d'utiliser l'argent versé en exonérations fiscales et aides diverses aux entreprises pour créer des emplois dans tous les services publics qui répondent aux besoins essentiels de la population. Sa proposition est positive mais elle ne précise pas dans le détail ce qu'elle fera. Elle ne précise pas non plus si elle est en faveur de l'adoption d'une définition contraignante des paradis fiscaux.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 4 - Réguler la finance



La candidate prône la remise de la finance au service de tous et appelle à un changement radical de modèle économique

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



La problématique des changements climatiques est analysée par Nathalie Arthaud sous le prisme des défaillances du capitalisme, mais le mot agriculture reste absent de son programme. Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



En se positionnant pour un accueil digne et humain des migrants, Nathalie Arthaud va dans le sens de nos demandes. Cependant, elle ne propose pas de mesures concrètes pour les mettre en place. Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations..

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Plusieurs questions sont évoquées par la candidate comme la lutte contre les violences faites aux femmes ou l'égalité salariale, mais uniquement au niveau national, et rien n'est proposé au niveau international. Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

François Asselineau

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de François Asselineau ne contient que peu de mesures concrètes, notamment sur la lutte contre les inégalités, pour la justice fiscale, la souveraineté alimentaire et pour des politiques migratoires solidaires. Il propose certaines mesures allant vers une réglementation du système financier et de la concurrence déloyale des acteurs économiques, et identifie les enjeux liés à l'agriculture et aux dérèglements climatiques.

Solidarité internationale

Bien que souhaitant renforcer la gouvernance internationale au niveau de l'ONU ce qui supposerait une vision multilatérale de sa politique étrangère et de développement, François Asselineau souhaite développer une « politique de coopération et d'amitié » ciblant avant tout « la Russie, la Chine, le monde arabe, le monde arabo-musulman, le monde latino américain ». Il appelle également à une nouvelle ère de la coopération avec l'Afrique souhaitant mettre un terme à la Françafrique. Pour autant difficile de voir dans quelle perspective se ferait cette refonte (pas de référence aux droits humains ou à la solidarité internationale dans son programme) et par quels moyens. Par ailleurs, le rôle des organisations de la société civile dans ce contexte n'est pas mentionné.

Source : Le programme de libération

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



La seule mesure de F. Asselineau concernant la fraude fiscale a pour préalable la sortie de l'UE. Il ne parle pas de l'évasion fiscale des entreprises. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 4 - Réguler la finance



La régulation financière est considérée comme un enjeu important par François Asselineau et une de nos mesures est reprise par la candidat (séparation des activités bancaires). Le candidat développe plusieurs autres mesures allant dans le sens d'une définanciarisation de l'économie.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Le programme de F. Asselineau va dans le bon sens puisqu'il entend réduire la dépendance de notre économie aux hydrocarbures, réduire les émissions de gaz à effet de serre, maintenir le principe de précaution et promouvoir la transition énergétique sur la scène internationale. Cependant il ne propose aucun engagement chiffré : concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



François Asselineau reconnaît la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et fait le lien direct avec l'agriculture (promotion des circuits courts, de la permaculture). La lutte contre les accaparements de terre et la promotion de l'agriculture familiale restent au niveau français et, en ce sens, ne font pas écho à notre proposition.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



François Asselineau propose de réglementer les filières agricoles afin de garantir un niveau de vie digne pour les agriculteurs, ce que nous portons dans notre proposition. Cependant sa mesure est limitée au niveau national et les autres aspects de la proposition pour garantir des conditions de travail décentes dans les pays du Sud ne sont pas présents.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandation

Jacques Cheminade

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Jacques Cheminade propose des éléments pour une solidarité à l'égard des migrants ainsi que sur la lutte contre l'évasion fiscale et la dérégulation financière. Le programme va à l'encontre de nos propositions sur les enjeux de fiscalité, de lutte contre les inégalités et contre les dérèglements climatiques.

Solidarité internationale

Jacques Cheminade n'évoque pas la question de la solidarité internationale. Il est profondément opposé à ce qu'il appelle la finance folle et à son emprise sur le politique. Selon lui, le développement économique ne doit pas se faire au détriment des droits humains. Mais in fine, ses propositions reposent essentiellement sur les enjeux de sécurité internationale, et passent par de nouvelles coopérations afin de bâtir un « nouvel ordre mondial gagnant gagnant ». La place et le renforcement des espaces onusiens, mis à part le conseil de sécurité de l'ONU, ne sont pas évoqués. Enfin, il rassemble dans une même vision et un même ministère « Co développement, coopération et intégration » mêlant politique de développement et d'accueil, liant ainsi politique de développement et immigration, même s'il insiste sur le dynamisme et l'enrichissement de l'immigration pour le pays accueillant. Une vision difficile à appréhender donc.

Source : Mon projet – Cheminade 2017

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Le programme de Jacques Cheminade contient de très importantes références à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et de nombreuses propositions pour y mettre un terme. Il détaille notamment l'importance de renforcer les poursuites pénales et les sanctions. Il évoque également une nécessaire harmonisation au niveau européen (sachant qu'il veut sortir de l'UE pour refonder l'Europe), mais au niveau des taux : il ne s'agit pas de la proposition d'Assiette Commune Consolidée pour l'Imposition des Sociétés que nous promouvons). Enfin les mesures qu'il propose sont très centrées sur les intérêts français, et aucune ne parle de transparence.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Les mesures de J. Cheminade sont en contradiction avec notre proposition. Il souhaite augmenter la TVA, un des impôts les plus injustes et réduire l'impôt des sociétés, qu'elles soient petites, moyennes ou de grandes multinationales. Même si sa proposition de travailler dans le cadre de l'ONU contre les paradis fiscaux va dans le bon sens, il ne formule pas de demande spécifique pour une liste de paradis fiscaux.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 4 - Réguler la finance



La régulation financière est le principal axe du programme du candidat. S'il ne reprend pas plusieurs de nos demandes (Taxe sur les Transactions Financières, prévention des risques), il propose une séparation bancaire très détaillée et des mesures fortes sur les activités spéculatives.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Le programme de Jacques Cheminade ne mentionne pas l'Agence Française de Développement et dresse une vision d'une politique de développement et de coopération, fortement guidée par l'objectif de lutte contre l'immigration.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Jacques Cheminade est en désaccord profond avec nos propositions puisqu'il entend organiser un moratoire sur les subventions aux énergies renouvelables et revenir sur la loi de transition énergétique actuelle.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Le programme de Jacques Cheminade ne contient qu'une vague référence aux changements climatiques. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Le candidat propose d'humaniser la situation des migrants en encourageant leur accueil, leur formation, et leur insertion. Dans la même dynamique, il propose également de faciliter les voies légales de migration notamment en facilitant l'obtention de visa.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Nicolas Dupont-Aignan

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Nicolas Dupont-Aignan propose des mesures qui vont à l'encontre de nos demandes en matière de migrations et de fiscalité. Il fait certaines propositions sur la régulation financière mais ne propose pas de mesure concrète sur les enjeux des dérèglements climatiques, de l'aide publique au développement, ou de la régulation des multinationales.

Solidarité internationale

La vision de la solidarité internationale de Nicolas Dupont-Aignan repose sur une politique étrangère de la France qui « sert les seuls intérêts du pays ». En découle ainsi une politique de coopération au développement exclusivement menée en direction des pays francophones et en particulier vers l'Afrique pour « mettre un coup d'arrêt à l'émigration massive d'étrangers vers la France » et se prémunir d'« une déstabilisation » du continent africain dont « la France serait demain la première à subir les conséquences ».

Le respect et la promotion des droits humains ne sont pas mentionnés dans le programme de Nicolas Dupont-Aignan. Le candidat souhaite renégocier la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de la Constitution européenne ratifiée en 2008.

Nicolas Dupont-Aignan reconnaît dans son programme l'importance d'une démarche de coopération multilatérale à travers notamment des espaces de gouvernance comme l'ONU. Quant aux organisations de la société civile, le programme de Nicolas Dupont-Aignan est sélectif. Il accorde une place et un rôle délimités ainsi qu'un soutien financier et administratif à certaines organisations (associations sportives, de protection des animaux etc). Manque donc à l'appel un grand nombre d'organisations dont les organisations de solidarité internationale et de développement ou encore de protection des droits humains.

Nicolas Dupont-Aignan remet en cause certains textes destinés à protéger les droits humains et propose une vision de la coopération exclusivement dédiée à stopper les flux migratoires vers la France, des éléments en contradiction avec la vision de la solidarité internationale défendue par nos organisations.

Source : Projet de Nicolas Dupont-Aignan pour l'élection présidentielle 2017

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Le programme de Nicolas Dupont Aignan évoque à de nombreuses reprises l'argent de la fraude fiscale, qui lui servirait à financer ses mesures, mais ne détaille pas les mesures qu'il mettra en œuvre pour récupérer cet argent.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Le programme de M. Dupont-Aignan prévoit globalement de réduire l'impôt sur le capital et les entreprises, et ne dit rien sur les prélèvements les plus injustes comme la TVA ou la CSG. Tout en renforçant les crédits d'impôt il ne prévoit pas de renforcer son contrôle ou mesurer son impact.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 4 - Réguler la finance



Le candidat est en règle générale en faveur de la régulation financière. Il se prononce en faveur de la séparation des activités bancaires. Le programme comporte des mesures intéressantes telles que renforcement des autorités de supervision nationales et l'interdiction des transactions financières à haute fréquence.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Nicolas Dupont-Aignan entend développer non pas les énergies renouvelables, mais les énergies décarbonées et diminuer les gaz à effet de serre, mais ses mesures restent trop imprécises car il ne propose aucun objectif chiffré en matière de renouvelables d'ici 2050. Par ailleurs, il souhaite revenir sur la loi de transition énergétique et ne fait pas spécifiquement référence à la fin du charbon et aux gaz de schiste. .

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Si Nicolas Dupont Aignan pointe du doigt certains impacts néfastes des agrocarburants, il ne fait cependant aucune proposition concrète concernant la révision des politiques européennes et françaises d'incorporation et de soutien aux agrocarburants. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Si Nicolas Dupont-Aignan établit directement le lien entre agriculture et climat, son programme ne va pas au-delà de la promotion des circuits courts dans le secteur agricole français. L'essentiel de notre proposition est donc absente de son programme, notamment sur la dimension internationale où les dérèglements climatiques sont peu considérés.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Nicolas Dupont-Aignan propose une politique migratoire contraire à notre demande. Ses mesures s'ancrent dans une vision sécuritaire et restrictive notamment en proposant la sortie de l'espace Schengen, le durcissement du regroupement familial et la restriction du droit d'asile. Il propose également des mesures dites de « dissuasion » en souhaitant supprimer l'Aide Médicale d'Etat, en durcissant les conditions de naturalisation, en facilitant les expulsions et en conditionnant les aides sociales.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Nicolas Dupont-Aignan ne rejoint pas la proposition de nos organisations. S'il ne parle certes pas explicitement d'externalisation des frontières afin de contrôler les flux migratoires, il défend l'idée que l'immigration doit être arrêtée en amont. Ce qui portera la responsabilité concernant cette question sur les pays de départ et de transit.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



A l'exception de l'interdiction des importations reposant sur l'esclavage moderne qui va dans le sens de nos propositions, Nicolas Dupont-Aignan ne prévoit pas de législations contraignantes visant à

contrôler les chaînes d'approvisionnement des entreprises et ne propose que peu de mesures régulant les comportements abusifs des multinationales.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

François Fillon

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de François Fillon propose peu de mesures. Son programme va à l'encontre de nos demandes sur une fiscalité juste, la politique environnementale comme sur des politiques migratoires solidaires. Il ne propose pas de mesures concrètes sur la régulation de la finance ni sur la réglementation des multinationales.

Solidarité internationale

François Fillon entend replacer la politique de développement comme un « axe majeur de la politique étrangère ». Il base l'action internationale de la France sur la défense de ses intérêts, ainsi que sur la lutte contre le terrorisme. Le candidat proposerait ainsi une politique de développement visant à assurer « la stabilité et la sécurité des régions en développement » la conditionnant à la « coopération des pays d'origine de l'immigration afin qu'ils s'impliquent dans le retour de leurs ressortissants ». Il entend impliquer les ONGs et les entreprises françaises dans la politique de développement. Reste à en préciser l'objectif : défense des intérêts des entreprises françaises et gestion des flux migratoires ?

Le candidat énonce dans son programme son souhait de rester « fidèle à l'engagement de notre pays en faveur du respect du droit international, des Droits de l'Homme et des principes universels de liberté et de dignité de la personne humaine ». Une volonté qui est en contradiction avec sa proposition d'évaluer précisément l'impact sur notre droit national de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) et de son interprétation par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, et de renégocier la CEDH telle qu'elle existe aujourd'hui.

Le candidat souhaite « encourager toutes les initiatives solidaires de la société civile » sans préciser les modalités de ce soutien. Un « accompagnement » pour certaines associations (humanitaires et professionnelles) est proposé. Mais là encore les contours de cette mesure restent flous.

François Fillon conditionne la coopération au développement à la limitation des flux migratoires vers la France. S'il réaffirme cependant son soutien aux droits humains et à la dignité de la personne humaine, il questionne les instances européennes chargées de veiller au respect des droits humains. Ces éléments s'avèrent aller à l'encontre de la vision de la solidarité internationale de nos organisations

Source : Mon projet pour la France

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Le programme de François Fillon ne parle à aucun moment de l'importance de lutter contre la fraude fiscale. Il évoque une nécessaire harmonisation fiscale en Europe, mais qui serait minimale et ne concernerait que les taux (loin de notre proposition de consolidation). Sa proposition de "limiter l'optimisation fiscale des géants du numérique via un agenda européen" n'est pas claire, ne bénéficierait pas aux pays en développement et ne concernerait qu'un type très spécifique d'entreprises alors que les derniers scandales ont montré que de nombreux secteurs sont concernés. Enfin, la proposition de "Développement du rescrit fiscal" sans contrepartie pose problème dans la

mesure où le scandale Luxleaks a montré à quel point ils pouvaient être utilisés à des fins d'évasion fiscale.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Le programme de François Fillon en matière de justice fiscale va à l'encontre de notre demande en abaissant la taxation des plus riches et des entreprises et en augmentant les impôts les plus injustes (TVA), ses propositions vont à l'encontre de la justice fiscale. Il souhaite en effet supprimer l'ISF, alléger fortement les taxes et impôts pesant sur les entreprises (en multipliant notamment les crédits d'impôts) ce qui risquerait fortement d'accroître les inégalités.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 4 - Réguler la finance



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Le programme ne mentionne pas l'Agence française de développement mais promeut une diplomatie économique qui n'est pas assortie d'un encadrement des activités des entreprises multinationales dans les pays dits « en développement ». Le candidat lie par ailleurs fortement aide au développement et gestion des flux migratoires, proposant de réduire l'aide au développement des pays non coopératifs, autant d'éléments incarnant l'aide liée, et contraire à nos propositions.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



En souhaitant l'adoption d'une nouvelle loi de transition énergétique, François Fillon ne donne pas les moyens à la France d'opérer une totale transition énergétique au profit des énergies renouvelables. Sa taxe carbone ne permettrait pas d'éliminer les énergies fossiles et d'atteindre les 100% renouvelables d'ici 2050. Sa proposition de réécrire le principe de précaution pourrait être la porte ouverte au développement des énergies fossiles, y compris non conventionnelles comme le gaz de schiste, ou à des projets industriels aux dommages conséquents sur notre santé et environnement.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



M. Fillon dit vouloir mettre en œuvre l'Accord de Paris et concentrer les efforts de réduction des GES sur les secteurs les plus émetteurs et les plus polluants, ce qui pourrait aller dans le sens de notre proposition. Pour autant, des incohérences subsistent autour de l'agriculture avec une volonté à la fois de produire plus pour un marché mondial tout en réduisant l'empreinte carbone des produits consommés. La place laissée à des technologies gourmandes en terres pour compenser les émissions industrielles menace la sécurité alimentaire et foncière mondiale.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agro-business



Le programme de François Fillon ne comporte pas de propositions faisant strictement référence aux engagements de la France dans les initiatives internationales mettant en leur cœur l'agro-business. Par ailleurs, ses propositions relatives à l'organisation des agriculteurs et à la recherche mériteraient d'être précisées pour mieux en apprécier la teneur

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Les propositions portées par François Fillon vont à l'encontre de nos demandes. En proposant, entre autres, de restreindre le regroupement familial et de supprimer l'aide médicale d'Etat, il offre une vision restrictive et discriminatoire de la politique migratoire. Sa proposition de ré-adhérer avec réserves à la Convention Européenne des Droits de l'Homme est particulièrement inquiétante.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Les propositions portées par François Fillon ne vont pas dans le sens de nos demandes. Celui-ci propose en effet des mesures destinées à limiter de manière drastique les arrivées sur le territoire français et européen en augmentant le budget de Frontex, ce qui entrainera des traversées plus périlleuses.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Alors même que la compétitivité des entreprises françaises semble être au cœur du programme de M. Fillon, aucune proposition n'est faite concernant la régulation des entreprises multinationales, et leur responsabilité en matière de droits humains et de protection de l'environnement. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



François Fillon traite de l'autonomisation économique et sociale des femmes et du traitement des violences faites aux femmes mais uniquement au niveau national. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Benoit Hamon

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Benoit Hamon propose de nombreux éléments pertinents, notamment sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, le développement des énergies renouvelables et la mise en place d'une politique migratoire solidaire. Le programme manque cependant de mesures concrètes spécifiquement sur le financement de l'adaptation aux dérèglements climatiques, l'arrêt du soutien aux politiques d'agrocarburants industriels et la régulation des multinationales.

Solidarité internationale

A travers la « régulation collective, le respect du droit international et des droits humains, la lutte contre le terrorisme, la solidarité et la protection des biens communs », Benoit Hamon entend mener une politique étrangère au service d'un monde plus juste. Sa politique de coopération manque toutefois de mesures concrètes pour assurer un développement juste, équitable et solidaire des pays du Sud. On note l'augmentation de l'aide publique au développement et la volonté d'accompagner les pays d'Afrique, en Méditerranée et au Sahel dans leurs transitions sans davantage de précisions. Benoit Hamon défend une vision multilatérale de la gouvernance mondiale en réaffirmant le rôle de la France au sein de l'ONU. Les acteurs de la société civile notamment les ONG seraient associés à la construction de la politique étrangère de la France. Toutefois, reste à définir leur mode de consultation et d'inclusion souhaité par le candidat.

La vision de la solidarité internationale de Benoît Hamon va en grande partie dans le sens des principes défendus par nos organisations, à travers une politique étrangère au service d'un monde plus juste, la réaffirmation d'une gouvernance mondiale multilatérale et l'association de la société civile, dont les ONG, à l'élaboration de la politique étrangère.

Source : « Mon projet pour faire battre le cœur de la France »

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Benoit Hamon annonce vouloir faire de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale une priorité. Dans son programme, il ne mentionne pas le problème des sociétés-écrans et des conventions fiscales injustes avec les pays en développement. Néanmoins, il propose le reporting public pays par pays, l'harmonisation fiscale en Europe et le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale et des sanctions). La création d'une taxe sur les bénéfices détournés va dans le bon sens, même si la proposition manque de détails.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Les propositions pour taxer la richesse, telles que la taxe sur les super-profits des banques ou celle sur les transactions financières, vont dans le sens d'une plus grande justice fiscale. Benoît Hamon s'engage par ailleurs à réaliser une liste crédible des paradis fiscaux. Mais il pourrait encore aller plus loin et s'engager à ne pas réduire l'impôt sur les sociétés.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale:



Benoît Hamon s'engage à consacrer 0,7% du Revenu National Brut (RNB) à la solidarité internationale.

Proposition 4 - Réguler la finance



Le programme de Benoît Hamon propose effectivement de réguler la finance : il souhaite réviser la loi bancaire française de 2013 afin de réellement séparer les banques de détail (celles des particuliers et PME) et les banques d'investissement. Il souhaite maintenir l'élargissement la taxe française sur les transactions financières et soutient son adoption au niveau européen.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Les valeurs défendues par le candidat sont proches de celles émanant de notre proposition mais rien de précis sur l'AFD, qui n'est même pas mentionnée dans le programme. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Benoit Hamon s'engage à atteindre 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050, à mettre un terme aux subventions aux énergies fossiles et à maintenir la loi sur la transition énergétique. Il va même plus loin dans le mix énergétique, avec un objectif de 50% d'énergies renouvelables d'ici 2025. S'il souhaite faire de l'Etat un acteur clé du développement de ces énergies, il doit encore s'engager à fermer les centrales à charbon d'EDF et ENGIE en France et à l'étranger.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Benoît Hamon établit clairement le lien entre climat et sécurité alimentaire et reconnaît la dimension internationale de cet enjeu. Il propose de façon détaillée d'agir sur les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole. Il fait cependant de l'initiative "4 pour 1000" une priorité sans s'assurer qu'elle ne portera pas atteinte à la sécurité alimentaire et foncière, ce qui ne va pas dans le sens de notre proposition.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Le programme de Benoit Hamon ne traite pas spécifiquement des engagements de la France dans les initiatives internationales sur la sécurité alimentaire. Cependant, le candidat met clairement l'accent sur l'agroécologie dans son programme et rappelle le rôle des organisations paysannes et de la recherche pour accompagner cette nécessaire transition. Par ailleurs, Benoit Hamon est l'unique candidat à se référer au Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale même si sa position reste à affiner, le candidat appelant également à la création d'une Organisation Mondiale de l'Agriculture.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Benoit Hamon propose la mise en place d'un visa humanitaire et la modification des accords de Dublin de manière à répondre à une exigence de solidarité. Sa vision solidaire de la politique migratoire pourrait cependant s'enrichir de précisions sur les conditions d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Malgré une vision solidaire de la politique migratoire, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Même s'il évoque la nécessaire protection des droits humains, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Benoît Hamon propose des moyens concrets d'action pour les droits des femmes au travail, la lutte contre les violences et la représentation des femmes. Cependant, aucune mention n'est faite du niveau international. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Jean Lassalle

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Jean Lassalle est le seul à ne proposer en pratique aucune mesure concrète en lien avec nos demandes.

Solidarité internationale

Jean Lassalle dénonce dans son programme le « néo-colonialisme économique » des Etats du Nord et souhaite établir une relation équilibrée avec l’Afrique. Face au pouvoir croissant des institutions financières et du secteur privé, il souhaite redonner à l’Etat son rôle de régulateur et de garant de l’intérêt général et non des intérêts économiques des multinationales. Même si ces propositions tendent à la mise en place d’une politique de développement juste et solidaire entre les Etats, le candidat entend mener une politique de coopération en direction de l’Afrique sans en préciser les contours. Le respect et la promotion des droits humains ne sont pas mentionnés dans le programme de Jean Lassalle. L’absence de référence à l’ONU et aux organisations de la société civile ne permet pas d’analyser la place et le rôle qu’il entend donner à ces acteurs de la solidarité internationale et du développement.

Si la vision de la solidarité internationale de Jean Lassalle n’est pas clairement définie, il appelle néanmoins à une relation équilibrée avec le continent africain, et à la défense de l’intérêt général.

Source : « Libérons nous de l'oppression financière », « Retrouvons notre relation millénaire avec le Sud et l’Afrique » : <http://jeanlassalle2017.fr/le-projet-de-jean-lassalle/>

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l’évasion fiscale



Le programme de Jean Lassalle est très peu détaillé. Aucune mention n'est faite de la fraude et de l'évasion fiscales. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 4 - Réguler la finance



Le candidat condamne de façon ferme et virulente le système financier actuel, il appelle à une reprise en main des orientations de politiques publiques par les citoyens, mais ne propose aucune mesure concrète. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Marine Le Pen

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Marine Le Pen contient des éléments remettant en question les droits humains, universels, via l'affirmation de la priorité nationale, et va à l'encontre de nos demandes sur les politiques migratoires. Le programme ne formule pas de mesures suffisamment concrètes sur de nombreux sujets comme la transition énergétique, la lutte contre l'évasion fiscale ou la régulation financière, et d'autres sont absents (aide publique au développement, climat, régulation des multinationales...).

Solidarité internationale

Par l'inscription dans la constitution française de la « priorité nationale » comme « principe fondamental », la vision de la solidarité de Marine Le Pen, nationale, comme internationale, sous-tend une inégalité de fait face aux droits selon la nationalité et tend à l'instauration d'une politique étrangère basée exclusivement sur les intérêts nationaux. Les droits humains dont il n'est pas fait mention dans le programme, perdrait ainsi leur caractère universel par l'approche nationaliste de l'accès aux droits défendue par la candidate.

La politique de coopération défendue par Marine Le Pen est menée exclusivement en direction des pays d'Afrique par l'aide au développement circonscrite aux domaines éducatif, agricole et de la défense et de la sécurité. Couplé à l'objectif de « supprimer les pompes aspirantes de l'immigration », la politique de développement vise bien à limiter voir à stopper les flux migratoires de l'Afrique vers la France. Marine Le Pen souhaite aussi appliquer un « patriotisme économique », ce qui interroge quant à une politique de coopération défendant prioritairement les intérêts des entreprises françaises.

Quant aux organisations de la société civile, Marine Le Pen apporterait un soutien exclusivement aux « petites structures associatives » (culturelles, sportives, sociales etc). Rien n'est dit sur les structures associatives à dimension nationale et internationale basées en France.

La vision de la solidarité internationale de Marine Le Pen apparaît en contradiction avec la vision de nos organisations, portant fortement atteinte, via la priorité nationale, à l'universalité des droits humains, et remettant en question un développement juste, équitable et solidaire.

Source : 144 engagements présidentiels - Marine 2017

Le projet associatif et le socle de valeurs de nos associations étant incompatibles avec les positions du FN, nous avons décidé de ne pas demander d'engagements à sa candidate à l'élection présidentielle.

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Le programme de Marine le Pen évoque l'importance de lutter contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et l'évasion fiscale des grands groupes, ce qui doit être souligné, mais ne contient aucune de nos propositions. Certaines de ses propositions, même si elles peuvent être intéressantes, sont imprécises (mise en place d'une taxe sur l'activité réalisée en France par les grands groupes, critères d'exclusion des marchés publics des entreprises se livrant à l'évitement fiscal). De plus nulle mention des enjeux de ces pratiques pour les budgets des pays en développement. Enfin, mettre à un même

niveau d'importance la lutte contre la fraude sociale et la fraude fiscale pose problème car ce ne sont pas du tout les mêmes montants qui sont en jeu.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Marine Le Pen prévoit de maintenir certains des impôts les plus justes et ne prévoit pas d'augmenter les impôts directs les plus injustes (TVA, CSG). Toutefois, la candidate souhaite multiplier les crédits d'impôt et moins taxer la transmission de capital, ce qui devrait aggraver les inégalités de patrimoine.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 4 - Réguler la finance



Marine Le Pen ne reprend aucune de nos mesures mais dénonce le problème posé par la dérégulation financière. Les seules mesures proposées concernent une prise de contrôle publique et nationale de systèmes de financement de l'économie.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Marine Le Pen a certes intégré des mesures relatives à la transition énergétique dans son programme, mais elles manquent de concret et de précision. Elle appelle à un développement massif des énergies renouvelables (avec un moratoire sur l'éolien), mais ne fixe aucun objectif chiffré de la part des renouvelables, ni aucun calendrier. Elle ne fait par ailleurs pas référence à la loi sur la transition énergétique. Par ailleurs, elle se prononce contre l'exploitation du gaz de schiste dans l'état actuel des technologies : or, nous appelons à ce que toutes les énergies fossiles restent dans le sol, quelles que soient les techniques utilisées.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Le programme de Marine Le Pen ne contient pas de référence aux liens entre dérèglements climatiques et insécurité alimentaire, et ne propose donc aucun garde-fou en matière de politiques publiques de lutte contre les dérèglements climatiques. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Les mesures portées par Marine Le Pen vont à l'encontre de nos demandes. En proposant de rétablir les frontières nationales, la sortie de l'espace Schengen, la simplification et l'automatisation des expulsions des personnes en situation irrégulière et en s'opposant au regroupement familial, elle présente une politique migratoire stigmatisante et restrictive. Ses propositions sur le droit d'asile vont à l'encontre de la convention de Genève.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Marine Le Pen n'évoque pas de politique migratoire européenne car elle met en avant la souveraineté territoriale de la France sans prendre en compte les frontières extérieures de l'Europe. Globalement, concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose pas de mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Le programme du FN n'évoque pas notre proposition. La mention même de "droits humains" est absente du programme. Le "patriotisme économique" est présenté comme solution pour protéger les entreprises françaises ainsi que les consommateurs sans mention d'un nécessaire encadrement des acteurs transnationaux ni d'un accès facilité à la justice pour les victimes de violations de la part de grands groupes français. Globalement, concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Marine Le Pen propose de défendre les droits des femmes en luttant "contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales", en luttant contre leur précarité et en mettant en place un plan national pour l'égalité salariale. Aucune mention n'est faite de la dimension internationale. Concernant cette proposition, le programme de la candidate ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme de la candidate au regard de nos recommandations.

Emmanuel Macron

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme d'Emmanuel Macron contient certains engagements pertinents notamment sur la transition énergétique et sur l'allocation de 0,7% du RNB à l'aide publique au développement, mais seulement à horizon 2030. Il va à l'encontre de nos demandes en liant l'APD aux intérêts économiques français et à la politique migratoire et ne propose pas de mesures fiscales permettant de lutter contre les inégalités. Le programme manque de mesures concrètes spécifiquement sur la régulation de la finance et des multinationales et les investissements dans l'agriculture.

Solidarité internationale

L'action extérieure de la France présentée par Emmanuel Macron est au service de trois intérêts (sécuritaire, climatique et économique) tout en veillant au respect des valeurs fondamentales défendues par la France dont les droits de l'Homme. Cependant le candidat, s'il souhaite renforcer la politique de coopération de la France, conditionne en partie cette politique à l'efficacité de la lutte contre les flux migratoires.

Emmanuel Macron défend une approche multilatérale dans la gouvernance mondiale et souhaite renforcer la représentativité notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Par ailleurs, il prône un « multilatéralisme participatif » qui consisterait à associer dans les espaces de gouvernance, le secteur privé et la société civile en plus des Etats.

Emmanuel Macron affirme l'importance des valeurs fondamentales défendues par la France dont les droits humains. Il accorde de l'importance à une gouvernance mondiale plus représentative et à l'association de la société civile dans les espaces multilatéraux, ce qui est en phase avec ce que nos organisations défendent. En revanche, sa politique de coopération, même renforcée, tend à se concentrer sur les pays d'immigration.

Source : Programme d'Emmanuel Macron et les focus programmatiques « Entreprises », « Europe », « International »

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Emmanuel Macron semble considérer la lutte contre l'évasion fiscale comme "un impératif". Néanmoins, ses propositions restent floues, il veut alourdir les sanctions contre la fraude fiscale, sans préciser s'il souhaite ou non mettre un terme au verrou de Bercy, il souhaite créer des règles communes européenne sur la fiscalité (sans préciser s'il est en faveur d'une harmonisation). Il propose une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises, sans dire si elle vise seulement les grands groupes de l'Internet ou toutes les entreprises qui pratiquent des prestations de type électronique. (Il mentionne enfin l'importance de lutter contre les arrangements fiscaux entre Etats et multinationales (les fameux rulings du Luxleaks) sans préciser comment. Enfin, aucune mesure de transparence fiscale ni favorable aux pays en développement n'est mentionnée.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Le programme d'Emmanuel Macron manque de clarté en matière de justice fiscale et de lutte contre les inégalités. Si, d'un côté, il propose des mesures en faveur des catégories sociales les moins aisées (suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages et allègement de certaines cotisations salariales), de l'autre, il souhaite abaisser le niveau d'imposition des entreprises et l'impôt des plus riches, en supprimant notamment une partie de l'ISF.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Emmanuel Macron s'engage à consacrer 0.7% au Revenu National Brut à la solidarité internationale mais remet cet objectif à 2030. Or nous demandons à tous les candidats d'atteindre cet objectif d'ici 2022, c'est à dire avant la fin de leur mandat.

Proposition 4 - Réguler la finance



La régulation du secteur financier est totalement absente du programme d'Emmanuel Macron qui ne s'engage pas sur nos propositions. Certaines mesures concernant les investissements ne sont pas accompagnées des garde-fous nécessaires pour garantir une allocation vers l'économie réelle et les enjeux de société. Globalement, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Le programme ne mentionne pas l'Agence française de développement mais promeut une diplomatie économique qui n'est pas assortie d'un encadrement des activités des entreprises multinationales dans les pays dits « en développement ». Le candidat lie par ailleurs fortement aide au développement et gestion des flux migratoires, autant d'éléments incarnant l'aide liée.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



En matière de transition énergétique, Emmanuel Macron souhaite développer les énergies renouvelables et assurer leurs financements publics, mais ne s'engage pas à fixer un cap de 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050. Il souhaite maintenir la loi de transition énergétique, et interdire l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste, sans mettre un terme à toute recherche publique théorique à ce sujet.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune mesure) correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Le programme d'Emmanuel Macron n'avance que des considérations d'ordre général sur le changement climatique et les droits humains. Le lien entre climat, agriculture et sécurité alimentaire n'apparaît pas. En l'absence de plus de précisions, il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure notre proposition pourrait trouver un écho dans son programme.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agro-business



Le programme d'Emmanuel Macron ne traite pas spécifiquement des engagements de la France dans les initiatives internationales liées à la sécurité alimentaire ni du modèle agricole à promouvoir par la France dans ces espaces. Ses positionnements concernant la place des entreprises dans notre diplomatie internationale ne remettent pas en cause les dynamiques actuelles, telles que la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (NASAN), dénoncées par nos organisations.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Emmanuel Macron rappelle le devoir d'accueil et de solidarité à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile, et fait de l'intégration une priorité de sa politique migratoire. Cependant, il ne propose pas de visa humanitaire et rappelle que les voies légales de migration ne seront pas facilitées pour tous. Il prône par ailleurs une politique ferme de reconduite à la frontière des personnes en situation irrégulière et des personnes déboutées du droit d'asile.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Emmanuel Macron se positionne à l'opposé de notre proposition en annonçant vouloir développer des accords de réadmission et des accords externalisant la politique migratoire aux frontières de l'Europe, et conditionner l'aide au développement au respect de ces derniers.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Emmanuel Macron est plus enclin à parler de responsabilité sociale et environnementale, d'autorégulation, et de diminution de la contrainte réglementaire pour les entreprises que d'encadrement légal des multinationales et de leurs chaînes d'approvisionnement. Globalement, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition Emmanuel Macron propose des mesures concernant les inégalités salariales et professionnelles, le harcèlement et la parité, uniquement au niveau national. Le programme du candidat ne propose donc aucune mesure correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Jean-Luc Mélenchon

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Jean-Luc Mélenchon propose de nombreuses mesures pertinentes, notamment sur le partage des richesses, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la promotion de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire ainsi que le respect des droits humains en France et dans les pays du sud. Le programme manque de précisions spécifiquement sur les enjeux relatifs à l'Agence française de développement et les moyens qui seront alloués à l'adaptation aux changements climatiques.

Solidarité internationale

La solidarité internationale est mentionnée dans le programme de Jean-Luc Mélenchon comme une des priorités de son action extérieure. Dans sa politique de coopération, le candidat souhaite privilégier les pays de l'espace méditerranéen et les pays francophones d'Afrique et mettre fin à la Françafrique. Dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon entend mener une coopération en priorité vers les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qualifiées de « puissances (ré)émergentes » basée sur une politique protectionniste solidaire par la création d'une nouvelle alliance altermondialiste.

La finalité principale de la politique étrangère de Jean-Luc Mélenchon est le maintien de la paix. La promotion et le respect des droits humains ne sont pas spécifiquement mentionnés. En revanche, il propose une politique ambitieuse de lutte contre les inégalités de droits, de sexe et toutes les formes de discriminations.

Jean-Luc Mélenchon défend l'espace onusien comme l'espace légitime de construction des politiques de coopération au service de l'intérêt général des peuples et du maintien de la paix.

Le candidat de la France Insoumise souhaite donner une place importante aux défenseurs/représentants de la société civile (syndicalistes, militants associatifs, lanceurs d'alerte) notamment via un soutien politique. Par ailleurs, un rôle est attribué aux ONGs dans la prise de décision des allocations des APD.

Jean-Luc Mélenchon fait de la solidarité internationale une des priorités de l'action extérieure de la France, insiste sur l'importance et la légitimité de l'ONU, et affirme son soutien à l'action de la société civile. Cela va dans le sens de la vision de solidarité internationale de nos organisations.

Source : L'Avenir en commun, le programme de la France Insoumise et son candidat Jean-Luc Mélenchon et Livret thématique « Une France indépendante au service de la Paix »

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Le programme de Jean-Luc Mélenchon propose de "terrasser la fraude et l'évasion fiscales" et développe dans son programme de nombreuses mesures. Parmi celles-ci, un reporting pays par pays public pour les entreprises multinationales, une harmonisation fiscale en Europe et le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. Il passe sous silence le problème des sociétés écrans et des conventions fiscales avec les pays en développement mais développe par ailleurs sept autres

propositions qui, si elles ne sont pas toujours précises (comment organiser le blocus de paradis fiscaux ? de quels pays parle-t-on?) vont dans le bon sens.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Le modèle fiscal proposé par Jean-Luc Mélenchon est en faveur de plus de justice fiscale. Il souhaite renforcer d'un côté la taxation du capital, l'ISF et la progressivité de l'impôt sur le revenu et réduire la TVA sur les produits de première nécessité de l'autre. Sa proposition de remettre à plat des crédits d'impôt pour évaluer l'efficacité correspond à nos demandes. Une nuance : le candidat souhaite la baisse de l'impôt sur les sociétés.

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Jean-Luc Mélenchon s'engage à consacrer 0,7% du Revenu National Brut (RNB) à la solidarité internationale, mais ne donne pas dans son programme de calendrier précis pour sa réalisation. Nos organisations demandent que cet objectif soit atteint en 2022.

Proposition 4 - Réguler la finance



Le programme de Jean-Luc Mélenchon est en faveur d'une forte régulation de la finance. Nos mesures sont reprises et des mesures complémentaires sont proposées qui vont dans le sens de nos demandes.

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Jean-Luc Mélenchon s'engage à maintenir la loi de transition écologique, atteindre 100% d'énergies renouvelables en France d'ici 2050 et mettre un terme aux soutiens publics aux énergies fossiles. Enfin, il entend faire de l'Etat un acteur privilégiant les énergies renouvelables et souhaite inciter le financement de la transition énergétique. Cependant, il ne précise pas s'il fermera les centrales à charbon d'EDF et ENGIE en France et à l'étranger.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Jean-Luc Mélenchon reprend en grande partie les propositions portées par nos organisations sur les agrocarburants. Il va même plus loin puisque, au-delà de l'abandon des objectifs d'incorporation, il propose à terme une interdiction pure et simple des agrocarburants.

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Jean-Luc Mélenchon veut consacrer une aide financière pour lutter contre le dérèglement climatique dans les pays les plus vulnérables. Cependant il ne précise pas le montant de ces financements et s'ils seront additionnels à l'aide publique au développement.

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Si le lien entre sécurité alimentaire et changements climatiques n'est pas spécifiquement établi, la plupart des mesures proposées par Jean-Luc Mélenchon sont cohérentes avec notre proposition. La reconnaissance de la contribution du secteur agricole industriel aux émissions de GES couplée à un changement de modèle de production et de consommation répond aux enjeux. Les propositions pour lutter contre les accaparements de terres sont un signal positif dans le cadre des actions prises pour lutter contre les dérèglements climatiques à l'international.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Le programme de Jean-Luc Mélenchon rejoint la vision de nos organisations quant à une coopération internationale basée sur la souveraineté alimentaire et reposant sur les agricultures paysannes. Il en évoque les obstacles, comme la pression pour la libéralisation des marchés ou la place centrale de l'agrobusiness.... Il fait aussi une proposition pour lutter contre les accaparements de terres dans le monde. Pour autant, la proposition du candidat relative à une réforme de la FAO interroge nos organisation quant à la place du Comité pour la Sécurité alimentaire (CSA), et le candidat ne fait aucune référence spécifique à l'agroécologie ni à la nécessité de soutenir les organisations paysannes.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



Le candidat reprend certaines de nos demandes notamment concernant l'exigence de conditions d'accueil digne des migrants. Il s'interroge également sur les motifs poussant les populations à prendre le chemin de l'exil et aux moyens à mettre en place afin d'éviter les migrations forcées. Cependant, celui-ci ne s'est pas prononcé sur la question de la mise en place d'un visa humanitaire.

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Le candidat partage notre constat selon lequel les relations actuelles entre les pays d'arrivée et les pays d'origine ne font que renforcer les inégalités. Il reprend la position selon laquelle l'accord entre la Turquie et l'Union Européenne constitue une atteinte aux droits de l'homme. Il propose également de refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures.

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Le programme de Jean-Luc Mélenchon reprend précisément notre proposition en évoquant même les négociations onusiennes sur un futur traité contraignant concernant les multinationales et les

droits humains. Au-delà de la reprise complète de la proposition, le programme dresse un constat dénonçant le règne de l'oligarchie économique et financière et la primauté des intérêts et des profits privés, notamment des multinationales, sur l'intérêt général.

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



L'idée d'une autre politique internationale des échanges commerciaux basée sur la coopération et la régulation des marchés mondiaux correspond aux demandes de nos organisations. Jean-Luc Mélenchon entend respecter des normes sociales pour la commercialisation des produits importés, ce qui répond à notre demande de vigilance tout au long des chaînes d'approvisionnement.

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Jean-Luc Mélenchon propose l'adoption d'un plan contre les inégalités de salaires et de carrière entre hommes et femmes, et de revaloriser les métiers occupés majoritairement par des femmes, d'agir pour l'égal accès aux formations et aux métiers. Aucune mention n'est faite de l'international. Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations.

Philippe Poutou

Sur nos 15 propositions de solidarité internationale, le programme de Philippe Poutou contient quelques mesures pour lutter contre l'évasion fiscale et pour la souveraineté alimentaire. Il ne formule pas de proposition concrète notamment sur les enjeux liés à l'agriculture et au climat, ou à la transition énergétique. Son programme propose un constat proche de celui de nos organisations quant à la nécessité de lutter pour la justice fiscale et la souveraineté alimentaire ainsi que pour une politique migratoire solidaire.

Solidarité internationale

Philippe Poutou intègre la solidarité internationale dans son programme en dénonçant les politiques de coopération menées par les pays développés qui sous couvert de concourir au développement des pays du Sud profitent en réalité aux investissements privés des multinationales. A cette fin, le candidat entend mettre un terme à la Françafrique et replacer les intérêts des populations au cœur de la politique de solidarité internationale de la France. Le moyen proposé par le candidat pour y parvenir consisterait en la création d'un monde sans frontières et la propriété collective des moyens de productions.

Les droits humains quant à eux ne sont pas mentionnés dans le programme de Philippe Poutou. En revanche, il dénonce le durcissement de la politique migratoire avec une forte augmentation des discriminations et des inégalités à l'égard des étrangers, les entraves aux libertés individuelles notamment en raison de l'état d'urgence, et il appelle au renforcement des droits démocratiques.

Sans faire mention spécifique des organisations de la société civile, il reconnaît néanmoins que les avancées sociales sont le fruit de grands mouvements sociaux. Philippe Poutou affirme que la solidarité internationale doit se baser sur les intérêts des populations, ce qui est en phase avec notre vision. Il reste cependant flou sur les moyens pour mettre ce principe en œuvre.

Source : Avec Philippe Poutou Nos vies, pas leurs profits

Proposition 1 - Défendre le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale



Philippe Poutou prend au sérieux le problème de la fraude et de l'évasion fiscales, qu'il mentionne à plusieurs reprises dans son programme.

Il reprend explicitement une de nos propositions (renforcement des sanctions contre les fraudeurs) et implicitement deux autres (via la fin du secret bancaire et industriel et l'accent mis sur la transparence, Il est donc possible de considérer qu'il serait en faveur du reporting public et d'un registre public pour les sociétés et les trusts.

Enfin, il est le seul candidat à mentionner la question du Conseil constitutionnel en rappelant les dispositions fiscales censurées par ce dernier, ce qui va dans notre sens bien que nous n'ayons pas de proposition concrète à ce sujet.

Proposition 2 - Soutenir la justice fiscale en France



Le candidat partage le même constat que nos organisations. Sur cette base, il propose un nouveau modèle socio-économique basé sur une nouvelle répartition de la propriété des moyens de production, un rééquilibrage radical de la fiscalité au profit de celle du travail et, enfin une transparence totale bancaire et industrielle. Toutefois, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 3 - Financer la solidarité internationale



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 4 - Réguler la finance



La dérégulation financière est fermement dénoncée. Le candidat prône des mesures radicales (fusion et nationalisation des établissements financiers) sur lesquelles nos organisations ne sont pas positionnées.

Cependant, globalement, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 6 - Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles



Philippe Poutou s'engage à fixer un cap de 100% d'énergies renouvelables en France d'ici 2050 et à sortir des énergies fossiles. Il entend également faire de l'Etat un acteur privilégiant les énergies renouvelables. Mais son programme manque de propositions concrètes pour résoudre la crise climatique et mettre en œuvre la transition énergétique.

Proposition 7 - Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 8 - Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 9 - Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques



Le programme de Philippe Poutou établit le lien entre les dérèglements climatiques et les modèles agricoles. Il identifie bien l'enjeu clé de la différenciation des modèles agricoles en termes socio-économiques et environnementaux. La dimension internationale reste cependant à préciser, notamment sur les questions de sécurisation du foncier et de reconnaissance des droits des peuples autochtones, en écho à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

Proposition 10 - Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agrobusiness



Le programme de Philippe Poutou se réfère spécifiquement à l'agroécologie, et cible les multinationales de l'agrobusiness et les solutions qu'elles promeuvent (herbicides, fongicides, OGM), insistant sur leur rôle dans le modèle agricole actuellement développé, en lien avec les enjeux de dérèglement climatiques. Mais il n'est pas possible d'évaluer si le soutien à ce modèle agroécologique concerne également les engagements de la France à l'international.

Proposition 11 - Respecter un devoir de solidarité à l'égard des migrant-e-s



En appelant à plus de liberté de circulation et d'installation ainsi qu'à une égalité des droits, Philippe Poutou va dans le sens de l'exigence de solidarité et de mises en place de voies légales demandées. Cependant, globalement, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 12 - Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 13 - Réguler les multinationales



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 14 - Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s



Philippe Poutou va dans le sens global de notre proposition lorsqu'il exige notamment que les multinationales améliorent et harmonisent (par le haut) les conditions de travail dans les pays producteurs. De plus, il propose d'aborder la problématique des conditions de travail (droits, salaire) au niveau national. Toutefois, concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Proposition 15 - Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes



Concernant cette proposition, le programme du candidat ne propose que peu de (voire aucune) mesures correspondant à nos recommandations. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat au regard de nos recommandations

Note méthodologique

Méthodologie – 15 propositions pour une France solidaire

Cette analyse permet de juger les programmes formels des candidat-e-s à l'élection présidentielle à l'aune des « 15 propositions pour une France solidaire » formulées par Oxfam France, le CCFD – Terre Solidaire, le Secours Catholique-Caritas France et ActionAid-Peuples Solidaires.

Notre analyse est fondée uniquement sur les programmes officiels des candidat-e-s ; nous n'avons pas tenu compte d'éventuelles prises de positions publiques des candidat-e-s relatives à nos propositions, dont certaines peuvent être significatives ou pertinentes, mais nous publions en ligne les éventuelles réponses des candidat-e-s à nos demandes d'engagements.

Nous avons attribué à chaque candidat-e une couleur par proposition accompagnée d'un texte résumant les engagements du candidat ou de la candidate à ce sujet. Le système de notation comprend cinq échelles :

- Rouge : le programme du candidat ou de la candidate est généralement en contradiction avec notre proposition.
- Orange : une partie minime du programme du candidat ou la candidate est en accord avec notre proposition.
- Jaune : plusieurs mesures portées par le-la candidat-e sont en accord avec notre proposition.
- Vert : la quasi-totalité des mesures portées par le-la candidat-e sont en accord avec notre proposition
- Gris : Concernant cette proposition, le programme du candidat ou de la candidate ne propose que peu de mesures correspondant à nos recommandations, voire aucune. Nos organisations n'ont donc pas pu évaluer le programme du candidat ou de la candidate au regard de nos recommandations.

Un profil par candidat-e a également été ajouté afin de rendre compte rapidement des points forts et faibles du candidat ou de la candidate sur les thématiques traitées. Enfin, nous avons précisé si le-la candidat-e portait une vision de la solidarité internationale conforme à celle défendues par nos associations (basé sur la prise en compte dans le programme de la solidarité internationale, des droits humains, d'une gouvernance mondiale inclusive, et du rôle de la société civile).

Méthodologie – Vision de la solidarité internationale

Nos 4 organisations défendent une solidarité internationale qui assure le respect et la promotion des droits humains et permet un développement économique, social, écologique et démocratique viable des pays par et pour leurs populations partout dans le monde.

Nous promovons ainsi une politique de développement fondée sur la réciprocité et l'échange et non sur l'assistance et le paternalisme. A l'heure où la mondialisation rend les femmes et les hommes et les Etats interdépendants, les choix politiques nationaux ont des conséquences sociales, économiques et environnementales à la fois à l'échelle locale et mondiale. Les défis Nord/Sud en matière de protection de l'environnement et des droits humains, de lutte contre la faim et les inégalités convergent, ce qui implique de construire une solidarité internationale entre les peuples considérés sur un pied d'égalité et un modèle de coopération multilatérale qui défende les intérêts des populations et leurs accès aux droits et non les intérêts particuliers des Etats ou les intérêts privés (comme ceux des multinationales).

Afin d'assurer un développement juste et solidaire des pays et des peuples, les espaces de gouvernance multilatéraux doivent être renforcés et non concurrencés par des espaces de gouvernance resserrés aux pays et acteurs les plus puissants.

Enfin, s'il est de la responsabilité des Etats de définir les politiques publiques, les organisations de la société civile (ONGs, mouvements sociaux, syndicats, associations de consommateurs etc) ont tout leur rôle à jouer dans leur construction. Elles doivent ainsi pouvoir faire connaître leurs propositions et les défendre à la fois auprès des gouvernements nationaux et dans les enceintes internationales, et bénéficier du soutien et de la reconnaissance des pouvoirs publics.

C'est au prisme de ces principes que nos quatre organisations ont analysé la vision de la solidarité internationale des candidat-e-s défendue dans leur programme.



act:onaid
pour des peuples solidaires

